

« Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions »

Les comportements d'épargne des Français sont imperméables aux aléas conjoncturels

L'investissement responsable peine à se développer et semble être l'apanage des jeunes générations

Dans une conjoncture en permanence incertaine depuis quatre ans, les comportements d'épargne des Français demeurent bien ancrés, contribuant à renvoyer une image rassurante de l'épargne. Avec une meilleure connaissance que leurs aînés, un plus grand intérêt et plus conscientes de leur importance, les jeunes générations représentent l'espoir de voir croître les investissements responsables.

Altaprofits, Courtier et Conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **6^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il est consacré annuellement au comportement d'épargne des Français et inclut une analyse par région. Les premiers enseignements marquants de l'édition 2024, avec des différences observées en termes de genre, d'âge, de catégorie de population, sont les suivants :

I - Les comportements d'épargne des Français sont imperméables aux aléas conjoncturels.

Quel que soit le contexte et les motifs de préoccupation des Français (pandémie, inflation, hausse des taux d'intérêt, réforme des retraites, conflits russo-ukrainien, Israël-Hamas, etc.), rien ne perturbe leur comportement d'épargne. Ainsi :

• La détention de produits d'épargne et la fréquence d'épargne varient très peu d'année en année :

Plus de 8 Français sur 10 (85 %) possèdent au moins un produit d'épargne (stable depuis 2020) et près de 6 Français sur 10 (58 %) en détiennent par ailleurs plusieurs (+ 5 points depuis 2020).

Parmi les 94 % de Français plaçant de l'argent à intervalles réguliers sur leurs produits d'épargne (taux identique en 2023 et 2021 et, à - 1 point près, en 2022), 75 % le font au moins une fois tous les six mois (73 % en 2023).

Les femmes de 35 ans et plus et les personnes de 65 ans et plus sont celles qui placent le moins souvent, avec respectivement 24 % et 28 % qui disent placer de l'argent moins d'une fois par an ou jamais, contre 18 % en moyenne sur la population totale.

• Les Français épargnent d'abord pour faire face aux imprévus.

Concernant les motifs d'épargne, nous assistons à une consolidation de tendances apparues post-Covid-19 : l'épargne pour faire face aux imprévus continue de devancer l'épargne projet avec 75 % de citations contre 45 %. Concernant ces imprévus, le motif lié aux situations exceptionnelles consolide sa place, avec 36 % de citations cette année, et toujours plus d'un tiers de citations depuis 2021, contre 23 % en 2020.

Les critères d'âge sont particulièrement explicatifs des fondements de l'épargne. Le segment de la population des moins de 35 ans se distingue assez logiquement par une épargne projet beaucoup plus marquée que la moyenne, avec 59 % de citations comme motif principal (vs 45 % en moyenne sur l'ensemble de la population). À l'opposé sur l'échelle de l'âge, les 65 ans et plus se distinguent quant à eux par une plus forte sensibilité aux petits imprévus (65 % de citations vs 56 % en moyenne) et une plus faible sensibilité aux situations exceptionnelles (29 % vs 36 % en moyenne) ; leur autre motivation d'épargne est de simplement dissocier leurs économies de leur compte courant (45 % de citations vs 38 % en moyenne).

En régions. Il n'y a pas de différence significative entre les régions. En plus d'être stables dans le temps, les comportements d'épargne sont homogènes quel que soit l'endroit de résidence en France.

• Les épargnants français restent dans une logique de risque minimum ; les produits d'épargne qu'ils privilégient reflètent leur forte aversion au risque.

69 %, soit la plupart des épargnants possédant au moins un produit d'épargne, continuent à privilégier des produits sans risque même avec un faible rendement (68 % en 2023). Les livrets d'épargne réglementés se maintiennent en tant que produits socles (81 % des épargnants français en détiennent).

À l'inverse, plus un produit d'épargne est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent. Ainsi, seuls 17 % des épargnants privilégient des produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (stable) et à peine 5 % des produits risqués (stable). Après une baisse en 2023, l'assurance vie retrouve des couleurs (29 % des épargnants en 2024 contre 26 % en 2023). Le Plan Épargne en Actions (PEA) stagne à 13 % depuis 3 ans.

Les plus averses au risque sont les femmes (75 % contre 62 % d'hommes pour les produits sans risque même avec un faible rendement) et les épargnants âgés (78 % des 65 ans et plus). Les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à privilégier le Plan Épargne en Actions (17 % contre 9 %) ou l'assurance vie (33 % contre 25 %).

En régions. Les épargnants de la région Nouvelle-Aquitaine se distinguent par un intérêt plus prononcé pour les produits sans risque avec un faible rendement (77 % contre 69 % en moyenne nationale) tandis que ceux en Île-de-France se distinguent pour des produits un peu risqués, avec un rendement espéré plus important (21 % contre 17 % en moyenne).

« Quoi qu'il arrive, quels que soient les événements à l'échelle nationale ou internationale, les Français continuent à épargner de la même manière et en étant averses au risque. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

II - L'investissement responsable peine à se développer malgré les efforts de transparence.

• L'épargne responsable demeure minoritaire. Seuls 9 % des épargnants ont privilégié des produits plus responsables pour l'environnement et la société, quel que soit le rendement (stable depuis 2022).

• Les indicateurs relatifs à l'investissement responsable sont toujours peu connus du grand public ; un quart (26 %) des répondants seulement déclarent en connaître au moins un, parmi les quatre qui ont été présentés. Ainsi, les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont connus par 21 % de répondants (8 % voyant précisément de quoi il s'agit) et le label ISR (Investissement Socialement Responsable) est connu par 20 % de répondants (8 % voyant là-aussi précisément de quoi il s'agit).

Le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation

ou SFDR) sont en bas de classement et appréhendés respectivement par 12 % et 11 % des répondants seulement.

Nous trouvons ici un public plus aguerri et logiquement plus à l'aise financièrement avec 38 % de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) ayant connaissance d'au moins un indicateur relatif à l'investissement responsable.

En régions. L'Île-de-France est la région qui se démarque avec un taux à 36 % de connaissance d'au moins un indicateur (26 % en moyenne nationale). A l'inverse, on note peu de connaisseurs en Normandie (18 %) et dans la région des Hauts-de-France (19 %).

• **Les investissements responsables continuent d'être minoritaires en France en raison d'abord d'un trop faible circulation de l'information à leur sujet, puis d'un besoin de réassurance à l'égard de la sécurité de leur rendement et du caractère éthique des projets financés.** Les répondants n'investissant pas ou peu dans les produits responsables (soit 91 % de l'échantillon) le justifient principalement par leur manque d'informations sur le sujet (53 % mentionnent ce motif au total). Viennent ensuite ceux qui craignent que ces placements soient trop risqués (28 %) et ceux qui redoutent d'être victimes de greenwashing et que ces investissements ne soient finalement pas réellement vertueux pour l'environnement (25 %). Ensuite, des répondants soulignent craindre que leur rendement ne soit pas assez bon (20 %), d'autres n'ont pas confiance dans les labels (18 %) et certains ne sont simplement pas intéressés par l'investissement responsable (19 %).

Les cadres et les personnes de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) font de la peur d'être victimes de greenwashing leur argument dissuasif, quand les 65 ans et plus ne sont simplement pas intéressés par ce type d'investissement.

En régions. Les répondants se positionnant le plus sur un manque d'informations sont en région Pays de la Loire (61 % contre 53 % de moyenne nationale), ceux sur la crainte de placements trop risqués sont en région Grand Est (35 % contre 28 % en moyenne) ; quant à la peur d'être victime de greenwashing, c'est en régions Normandie et Pays de la Loire que se trouvent les plus inquiets (29 % à taux identique pour les deux régions vs 25 % de moyenne nationale).

• **Les investissements responsables semblent être l'apanage des jeunes générations.** En ce moment charnière pour la transition écologique, les moins de 35 ans portent un plus grand intérêt que leurs aînés à son financement par l'épargne. Ils sont 17 % à avoir privilégié les investissements responsables, quel que soit leur rendement (contre 6 % pour les 35 ans et plus).

Sur la moyenne de 26 % de répondants ayant au moins connaissance d'un indicateur relatif à l'investissement responsable, on retrouve parmi les plus informés les moins de 35 ans avec 38 % et 54 % d'étudiants.

En termes de connaissance des investissements responsables, les hommes de moins de 35 ans sont plus nombreux (53 %) par rapport aux femmes de la même catégorie d'âge (24 %, soit 29 points d'écart).

Autant d'éléments qui permettent d'avancer que les jeunes générations sont plus conscientes de l'enjeu de l'épargne responsable dans la transition écologique ; elles représentent l'espoir de voir les investissements responsables croître à l'avenir.

« Les investissements responsables sont émergents ; les jeunes générations sont les plus sensibles à la finance durable ; elles sont les plus à même à flécher leur épargne vers le financement de la transition écologique. »

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 2 au 8 avril 2024, auprès d'un échantillon de 2 402 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

* Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024** »,
les données brutes et les communiqués régionaux sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.